

Des voix: Démissionnez!

M. l'Orateur: ... mais à mon avis, la question n'est pas formulée de façon réglementaire, de sorte que le chef de l'opposition voudrait peut-être la formuler à nouveau.

Une voix: «Thirty buck» Benson.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'admets que le ministre ne soit pas tenu de répondre à cette question, mais je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Étant donné l'échec catastrophique de la politique poursuivie par le gouvernement et par le ministre des Finances, le premier ministre pourrait-il assurer au Parlement qu'il ne permettra pas au ministre des Finances de présenter un autre budget à la Chambre?

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

L'AGGRAVATION DU CHÔMAGE ET LA HAUSSE DES PRIX— LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. David Lewis (York-Sud): Une question supplémentaire au premier ministre, monsieur l'Orateur. Comme le chômage sévit au Canada, on l'a d'ailleurs signalé, et que l'indice des prix à la consommation a augmenté au cours des quatre premiers mois aux taux annuel d'environ 5 p. 100, le gouvernement combattra-t-il désormais le chômage élevé ou l'inflation, étant donné que ces deux maux nous affligent?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons toujours dit que nous devions prendre garde à ces deux dangers qui menacent notre économie et nous les avons combattus tous les deux.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: Nous l'avons fait malgré les conseils des partis de l'opposition...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous feriez mieux de vous taire.

Le très hon. M. Trudeau: ... qui, pendant toute la période inflationniste, nous proposaient de dépenser davantage.

Une voix: Allons donc!

Une voix: Quelques baisers, et cela disparaîtra.

Une voix: C'est cela, quelques baisers et vos problèmes disparaîtront.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, à titre de question supplémentaire, je poserais une question toute simple au premier ministre, à laquelle les Canadiens ont droit d'avoir une réponse. Peut-il maintenant déclarer au Parlement et au peuple canadien que le gouvernement accorde désormais la toute priorité à une politique du plein emploi et non pas sa phobie de l'inflation, et qu'il abandonnera donc la politique de redressement économique graduel, appliquée jusqu'ici à cause de ses craintes, pour enfin prendre toutes les mesures qui s'imposent?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le chef du Nouveau parti démocratique parle de notre peur de l'inflation: je lui rappellerais que pendant la première année tout entière du gouvernement au pouvoir, c'est son parti et le parti conservateur qui l'ont accusé de ne pas attaquer le problème carrément. Ainsi, s'il y a une phobie, elle s'est manifestée d'abord de ce côté-là.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. l'Orateur: L'honorable député de Champlain désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. René Matte (Champlain): Non, monsieur le président.

[Traduction]

L. hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Je voudrais poser une question au premier ministre, monsieur l'Orateur. Étant donné les chiffres sur le chômage annoncés aujourd'hui, et vu que le coût de la vie a augmenté de 7.2 p. 100 depuis trois mois, ce qui montre avec évidence que le gouvernement a perdu toute emprise sur l'économie, le gouvernement a-t-il l'intention d'annoncer sous peu au Parlement une nouvelle politique relative à ces problèmes jumeaux que sont l'inflation et le chômage?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, comme vient de le dire le ministre des Finances, si nous avons de nouvelles orientations politiques à annoncer, nous le ferons dans le budget, mais nous croyons que d'ici là, le gouvernement doit rester libre d'adopter toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour combattre tous les maux qui menaceront l'économie canadienne.

Une voix: Ne les connaissez-vous donc pas?

Le très hon. M. Trudeau: Le député sait qu'en dirigeant l'économie, il faut étudier les tendances et les indices généraux que les oppositionnels acceptent maintenant, les chiffres désaisonnalisés derrière lesquels d'ailleurs ils accusaient le gouvernement de se retrancher il y a quelques mois...

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, j'ai entendu les vis-à-vis prétendre qu'il était malhonnête d'utiliser les chiffres qu'eux-mêmes utilisent maintenant.

Une voix: Êtes-vous à court d'arguments?

Le très hon. M. Trudeau: S'ils sont maintenant prêts à les accepter, ils n'ont qu'à étudier les tendances depuis septembre et ils verront qu'il y a relance.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Trudeau: Bien entendu, la tendance est déterminée par une série de chiffres et non pas par un